

N° 5094³

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

portant réactivation du fonds d'équipement militaire

* * *

RAPPORT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES ET EUROPEENNES ET DE LA DEFENSE

(8.12.2003)

La Commission se compose de: M. Paul HELMINGER, Président; M. Jean-Paul RIPPINGER, Rapporteur; MM. Alex BODRY, François BAUSCH, Emile CALMES, Mme Lydie ERR, MM. Jean-Marie HALSDORF, Jean-Pierre KOEPP, Nico LOES, Marcel SAUBER et Claude WISELER, Membres.

*

ANALYSE ET OBJET DU PROJET DE LOI

Le présent projet de loi a été déposé à la Chambre des Députés en date du 3 février 2003.

Le Conseil d'Etat a été saisi pour avis par une dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, en date du 4 février 2003.

En date du 23 septembre 2003 le Conseil d'Etat a marqué son accord au présent projet de loi.

Dans son avis du 12 juin 2003, la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics a positivement avisé le projet de loi sous examen.

En date du 13 octobre 2003, M. Jean-Paul Rippinger a été nommé rapporteur du présent projet de loi.

a) Historique

Par la loi du 16 décembre 1997 concernant la programmation financière militaire, le Gouvernement a été autorisé à financer pendant la période du 1er janvier 1997 au 31 décembre 2001 un programme pluriannuel d'acquisition de matériel militaire pour un montant maximal de 620 millions de LUF soit 15.369.398.- €.

Le financement du programme a été garanti par l'institution d'un fonds spécial dénommé „Fonds d'équipement militaire“.

b) Objet du projet de loi

La nécessité de pouvoir recourir à un fonds spécial d'équipement militaire s'explique par le fait que le marché de matériel militaire se caractérise par des délais très importants entre la commande et la livraison effective du matériel. Il s'est avéré ainsi que les procédures légales à respecter coïncident mal avec l'exercice budgétaire. Dès lors les difficultés rencontrées lors de l'exécution de tels marchés peuvent être atténuées par un mécanisme de report automatique des avoirs disponibles en fin d'exercice à l'exercice suivant.

Par ailleurs le fait de ne plus être obligé de placer des commandes fractionnées en fonction des disponibilités annuelles, mais de pouvoir placer en une seule fois les commandes de matériel d'importance majeure et à des prix fixés d'avance, constitue une source susceptible d'économies. En plus, des modifications éventuelles des prix en cours d'exécution du contrat sont plus facilement maîtrisables.

Le fonds spécial créé par la loi du 16 décembre 1997 était lié à la période d'exécution de la loi de programmation financière, c'est-à-dire de 1997 à 2001.

Ce fonds d'équipement militaire ne peut pas être utilisé automatiquement pour garantir le financement d'un deuxième plan pluriannuel. Toutefois afin de permettre une participation luxembourgeoise effective aux efforts de stabilisation et maintien de la paix, le Gouvernement va arrêter un programme d'investissement supplémentaire qui devrait couvrir au moins la période de 2003 à 2014, voire même au-delà de cette date.

Afin de déterminer les investissements dans le domaine militaire qui sont susceptibles d'être réalisés par le Grand-Duché de Luxembourg au cours des années prochaines, le Gouvernement a arrêté un certain nombre de critères:

Il s'agit d'une part d'un critère de faisabilité. En effet, l'effort luxembourgeois doit être réalisable en termes politiques, financiers et techniques. Il doit tenir compte de l'environnement politique international et national, des disponibilités budgétaires ainsi que des conditions technico-militaires, y compris la disponibilité des ressources humaines nécessaires.

Est également pris en compte le critère de crédibilité. L'effort luxembourgeois doit visualiser la volonté du Grand-Duché de Luxembourg de respecter ses engagements pris ou ceux à décider dans un avenir proche, que ce soit au niveau de l'Alliance atlantique ou de l'Union européenne. Les investissements à réaliser doivent être proportionnels à la taille de notre pays et aux ressources financières disponibles.

D'autre part le critère de l'utilité est déterminant. L'effort luxembourgeois sera nécessairement modeste et non déterminant d'un point de vue militaire stratégique global. Dès lors les investissements dans les capacités décidés par le Luxembourg devront obligatoirement se faire dans le contexte d'une structure de coopération militaire internationale.

Par ailleurs le critère de la visibilité est à respecter. Malgré l'intégration luxembourgeoise dans des unités militaires internationales, la contribution du Luxembourg devra être visible.

Finalement le critère d'efficacité est à prendre en compte. L'effort luxembourgeois devra être perçu par les pays alliés comme une contribution efficace et réelle visant à combler les lacunes identifiées en matière de capacités militaires.

Tant l'Union européenne, dans le cadre de son Objectif Global, que l'Otan, dans le cadre de son Initiative du Sommet de Prague sur les Capacités de Défense, encouragent les pays à intensifier leur coopération militaire sur base bilatérale ou multilatérale. En effet, diverses études ont démontré qu'au cours des dernières décennies, les différents Etats européens n'ont pas été en mesure de se doter des capacités militaires jugées suffisantes, et ce malgré des investissements nationaux considérables.

Par ailleurs les programmations militaires nationales étaient souvent divergentes et donc non complémentaires.

Dès lors en vue de coordonner les investissements en matière de capacités militaires, une approche multinationale à l'occasion du développement, de l'acquisition et de l'exploitation d'équipements militaires semble nécessaire.

C'est pourquoi en se basant sur ce constat et au regard des carences constatées dans le domaine du transport stratégique tant au niveau de l'Alliance que de l'Union européenne, le Gouvernement luxembourgeois a décidé d'investir notamment dans le domaine du transport stratégique aérien.

En particulier, l'acquisition d'un avion de transport A400M qui sera exploité en commun avec la Belgique a été décidée.

De même dans un souci d'accroître d'une part l'interopérabilité des forces militaires avec ses partenaires et d'autre part d'augmenter la sécurité personnelle des militaires en mission de maintien de la paix, des investissements en matière d'équipements d'importance majeure ont été retenus. Un des éléments clés de ce nouveau programme est notamment l'acquisition de véhicules blindés de la nouvelle génération équipés d'un matériel de transmission performant, de caméras thermiques, de GPS etc.

Compte tenu du fait que la Belgique se voit exposée aux mêmes réalités que le Luxembourg et que le Gouvernement belge veut également investir dans ses capacités militaires pour remédier aux déficiences existantes, le Gouvernement luxembourgeois a jugé opportun d'intensifier la coopération militaire entre le Luxembourg et la Belgique.

En effet, alors que dans le passé la coopération belgo-luxembourgeoise en matière de défense se limitait à la formation du personnel-cadre luxembourgeois dans les écoles militaires belges, au déploiement des contingents luxembourgeois de la SFOR, de la KFOR et de l'ISAF dans les contingents belges et à l'intégration des forces luxembourgeoises dans la structure belge au sein du Corps européen, il a été jugé bénéfique pour les deux pays d'intensifier leur coopération existante.

Au regard de la complexité technique inhérente aux différents projets d'investissements, la Belgique est en charge de l'analyse fonctionnelle des acquisitions envisagées. A l'heure actuelle, des données fiables relatives au coût des différentes capacités ne sont pas encore disponibles.

Toutefois, dès que les incidences financières relatives aux investissements projetés seront définitivement connues, le Gouvernement soumettra les projets de loi y afférents à la Chambre des Députés.

Compte tenu de l'envergure financière et vu que la période de réalisation des investissements s'étend sur une période plus étendue, le Gouvernement estime indispensable de recourir au fonds d'équipement militaire pour assurer le financement des différents projets.

Le projet de loi sous examen a donc comme première vocation de réactiver le fonds spécial institué par la loi du 16 décembre 1997 concernant la programmation financière militaire sans fixer pour autant une limite pour la durée. Les différentes acquisitions d'importance majeure seront soumises à l'accord de la Chambre des Députés sous forme de projets de loi spécifiques. L'alimentation du fonds se fera par dotation budgétaire annuelle ou le cas échéant par emprunt.

Etant donné par ailleurs que toutes les demandes placées dans le cadre de la première loi de programmation financière militaire n'ont pas pu être exécutées avant le 31 décembre 2001, l'avoir subsistant de 1.056.059.- € pourra servir à la liquidation des dépenses prévues à l'article 1er du présent projet ainsi qu'au paiement des dépenses engagées avant le 31 décembre 2001 mais réellement exécutées après cette date.

*

CONCLUSION

Au cours de la réunion du 8 décembre 2003, la Commission a adopté le présent rapport.

Au vu de ce qui précède, la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense recommande à la Chambre des Députés d'adopter le présent projet de loi dans la teneur qui suit:

*

TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

**PROJET DE LOI
portant réactivation du fonds d'équipement militaire**

Art. 1er.– Le fonds d'équipement militaire créé par l'article 2 de la loi du 16 décembre 1997 concernant la programmation financière militaire peut servir au paiement de dépenses occasionnées par les investissements dans les capacités et moyens militaires à définir par une ou plusieurs lois spéciales.

Le fonds est placé sous l'autorité du ministre ayant dans ses attributions la défense.

Art. 2.– Le fonds est alimenté par:

- a) des dotations budgétaires annuelles;
- b) des emprunts.

L'avoir au 31 décembre 2001 pourra servir à la liquidation des dépenses prévues à l'article 1er de la présente loi ainsi qu'au paiement des dépenses engagées avant le 31 décembre 2001 en application de l'article 1er de la loi du 16 décembre 1997 concernant la programmation financière militaire.

Luxembourg, le 8 décembre 2003

Le Rapporteur,
Jean-Paul RIPPINGER

Le Président,
Paul HELMINGER